

1. Identité du responsable de traitement

Les Certifications CLOE sont gérées par **CCI France**, dont le siège est situé au **8-10 Rue Pierre Brossolette, 92300 Levallois-Perret**.

CCI France agit en tant que **responsable du traitement** des données personnelles collectées dans le cadre de l'inscription, de la passation, de la gestion et de la certification des tests CLOE.

2. Catégories de données collectées

Les données personnelles suivantes peuvent être collectées :

- **Données d'identification** : nom, prénom, date de naissance, adresse e-mail, numéro de téléphone.
- **Données administratives** : numéro de candidat, n° de dossier CPF, centre de test, date d'inscription et de passation.
- **Données liées à la certification** : langue testée, spécialisation, résultats obtenus, niveau attribué, centre d'examen, date de délivrance du certificat.
- **Données de connexion** : adresse IP, journaux de connexion (en cas de test à distance).
- **Données de surveillance** : enregistrements vidéo et audio du candidat pendant l'épreuve (uniquement pour les tests passés via CLOE Connect).

3. Finalités du traitement

Les données sont traitées pour les finalités suivantes :

- Gérer l'inscription, l'organisation et la passation des épreuves CLOE.
- Évaluer les compétences linguistiques du candidat.
- Délivrer les certificats de résultats.
- Garantir la sécurité et l'intégrité des épreuves par un dispositif de **surveillance asynchrone** (enregistrements vidéo et audio analysés après l'épreuve).
- Enregistrer de manière infalsifiable les résultats certifiés via la **technologie Blockchain** (prestataire BCdiploma).
- Permettre la vérification des certifications par des tiers (employeurs, financeurs) **avec l'accord préalable du candidat**.
- Respecter les obligations légales, notamment en matière de financement via le CPF ou d'archivage administratif.

4. Fondement juridique

Le traitement des données repose sur :

- **L'exécution d'un contrat** : pour la gestion du processus de certification et la surveillance associée.
- **Le respect d'une obligation légale** : notamment dans le cadre du financement via des fonds publics ou mutualisés.
- **Le consentement** : pour la télésurveillance à distance, l'enregistrement et l'usage de la Blockchain.
- **L'intérêt légitime** : pour garantir la fiabilité des certifications et prévenir la fraude.

5. Modalités spécifiques à la télésurveillance (CLOE Connect)

Les candidats inscrits à une certification CLOE à distance passent leur épreuve dans le cadre de l'offre spécifique **CLOE Connect**, qui intègre un dispositif de télésurveillance. Ce dispositif est mis en œuvre **conformément aux recommandations de la CNIL**, afin de garantir la sécurité des épreuves et le respect des droits des candidats :

- Les candidats sont **informés préalablement** de l'existence du dispositif de surveillance, de sa nature (enregistrement audio et vidéo), de ses finalités et de leurs droits.
- Les **enregistrements** sont utilisés uniquement pour vérifier l'absence d'irrégularités lors de la passation de l'épreuve.
- **Suppression des données :**
 - Si le procès-verbal (PV) du jury est validé sans réserve, les enregistrements sont **immédiatement supprimés**.
 - En cas de contestation ou de refus du PV, conservation pendant **2 mois** avant suppression définitive.
- Seules les personnes habilitées par CCI France peuvent accéder aux enregistrements.

6. Certification et Blockchain (BCdiploma)

- Afin de garantir l'intégrité et la vérifiabilité des certifications délivrées, **les résultats certifiés sont enregistrés dans la Blockchain** via la solution BCdiploma.
- **Quelles données sont enregistrées dans la Blockchain :**
 - Une version chiffrée du certificat (résultats, identité du candidat minimale, date de certification).
 - Aucun stockage direct de données sensibles en clair : les certificats sont **anonymisés** et **sécurisés** avant leur inscription dans la Blockchain.
- **Conformité RGPD :**
 - BCdiploma utilise une architecture « **Off-Chain/On-Chain** », dans laquelle les données personnelles restent stockées de manière sécurisée hors Blockchain, seuls des liens cryptographiques sont inscrits sur la Blockchain.
 - Un mécanisme de **révocation** est prévu : il est possible d'invalider un certificat à la demande du candidat, conformément aux principes du RGPD.
- **Finalités de cet enregistrement :**
 - Garantir une certification infalsifiable,
 - Permettre au candidat de prouver son niveau linguistique à tout moment, sans nécessité d'authentification complexe,
 - Sécuriser la reconnaissance des certifications CLOE par les tiers (employeurs, financeurs).

7. Durée de conservation

- **Données administratives et résultats :** 10 ans.
- **Enregistrements audio/vidéo :** suppression immédiate après validation du PV ou conservation pendant 2 mois en cas de contestation.
- **Données Blockchain :** les certificats validés sont accessibles pour une durée indéterminée tant que le candidat n'en demande pas la révocation.

8. Destinataires des données

Les données peuvent être transmises à :

- Les **Centres d'examen (CEL)** agréés CLOE.
- Les **prestataires techniques** (plateforme d'évaluation, prestataire de télésurveillance, BCdiploma pour la Blockchain).
- Les **membres du jury**.
- Les **organismes financeurs**.
- Les certificats Blockchain sont accessibles publiquement via un lien sécurisé communiqué uniquement au candidat.

9. Transferts de données hors UE

Les données personnelles traitées dans le cadre des certifications CLOE sont **hébergées et traitées au sein de l'Union Européenne**.

Les serveurs utilisés sont opérés par les prestataires **Altitude Création** (hébergement applicatif) et **OVHcloud** (infrastructure), **tous deux situés en France**.

Toutefois, certains traitements techniques spécifiques peuvent impliquer le recours à des prestataires ou sous-traitants situés hors de l'UE. Dans ces cas, CCI France s'assure de la mise en œuvre de garanties appropriées, conformément aux articles 44 à 49 du RGPD

10. Droits des candidats

Chaque candidat peut :

- Accéder à ses données,
- Demander la rectification ou la suppression,
- Limiter le traitement,
- S'opposer à certains traitements,
- Exercer son droit à la portabilité,
- Retirer son consentement,
- Demander la révocation de son certificat Blockchain.

Demande à adresser à : dpo@ccifrance.fr.

11. Sécurité des données

CCI France met en œuvre :

- Mesures techniques (chiffrement, anonymisation),
- Mesures organisationnelles (contrôle des accès, traçabilité),
- Sensibilisation du personnel habilité.

12. Réclamation

En cas de difficulté, le candidat peut saisir la **CNIL** via www.cnil.fr.

Tableau de synthèse RGPD - Certifications CLOE

Processus	Données collectées	Finalité(s)	Base légale	Durée de conservation	Destinataires principaux	Commentaires particuliers
Inscription au test	Nom, prénom, e-mail, téléphone, date de naissance, centre de test, n° dossier CPF	Gestion de l'inscription et convocation au test	Exécution du contrat	10 ans	CCI France, Centres d'Examen (CEL)	Information obligatoire lors de l'inscription
Passation du test	Numéro de candidat, réponses aux questions, logs de connexion	Évaluation des compétences linguistiques	Exécution du contrat	10 ans	CCI France, plateformes techniques d'évaluation	Données techniques limitées à ce qui est nécessaire
Surveillance à distance (CLOE Connect)	Vidéo, audio, adresse IP	Assurer l'intégrité et la régularité du test	Consentement explicite	Suppression immédiate ou 2 mois en cas de litige	CCI France, prestataires de télé-surveillance	Information préalable obligatoire, consentement avant l'examen
Certification et émission du certificat	Résultats, langue certifiée, niveau atteint	Délivrance du certificat officiel CLOE	Exécution du contrat	10 ans	CCI France, éditeurs de certificats	Données minimisées au strict nécessaire
Enregistrement Blockchain (BCdiploma)	Données chiffrées du certificat	Assurer l'authenticité, l'infalsifiabilité et la traçabilité des certifications	Consentement / Intérêt légitime	Durée indéterminée (sauf révocation)	CCI France, BCdiploma (prestataire Blockchain)	Option de révocation à tout moment sur demande du candidat
Archivage administratif et obligations légales	Données liées au financement CPF	Respect des obligations de preuve et de contrôle	Obligation légale	Selon durée légale applicable	CCI France, organismes financeurs	Conforme aux exigences de la Caisse des Dépôts et Consignations